



2001 SOMMET

UNE PUBLICATION ASSOCIÉE SUR LE SOMMET HÉMISPÉRIQUE DE QUÉBEC • N° 4 • NOVEMBRE 2000

Est-ce que les élections auront une influence sur le Sommet?

Depuis notre dernier bulletin, les progrès par rapport au Sommet ont été lents; alors qu'il ne reste que six mois, les négociateurs de chaque pays se sont finalement attaqués à la difficile tâche de définir les questions prioritaires qui seront abordées dans le cadre du Sommet. La première réunion des négociateurs du Sommet a eu lieu au début octobre à Québec. Après une discussion générale, les négociateurs se sont mis au travail sur le volet « démocratie » du Sommet. La tâche n'ayant pas pu être menée à terme, le travail relatif aux questions de consolidation de la démocratie reprendra à la fin novembre.

Fait intéressant, alors qu'on en était à rédiger les questions prioritaires à discuter lors du Sommet, les élections dans certains pays d'importance des Amériques sont devenues la clé qui pourrait déterminer le succès ou l'échec du Sommet de Québec en avril. Certaines élections ont déjà eu lieu ou étaient prévues comme celles du Mexique et des États-Unis. D'autres, comme dans le cas du Pérou, n'étaient pas anticipées lorsque le Canada commença à présider les négociations propres au processus du Sommet. Toujours en ce qui concerne les élections péruviennes, une question demeure; est-ce que ces élections répondront aux normes minimales de crédibilité établies lors des présentes discussions entre l'OÉA, l'opposition et le gouvernement du Pérou? Dans un tel scénario, l'actuel président Fujimori pourrait assister au Sommet du Canada en tant que président sortant et ainsi s'ériger en défenseur de la démocratie au Pérou. Par rapport au dernier Sommet de Santiago en avril 1998, il y aura au moins 14 nouveaux chefs d'État ou de gouvernement des Amériques au Sommet de Québec.

Au plan national, une élection a été décidée pour la fin novembre 2000. Le système parlementaire canadien ne spécifie pas la durée exacte du mandat du gouvernement, mais permet à celui-ci de tenter de se faire réélire avec un nouveau

mandat provenant de l'électorat au moment où bon lui semble. Le gouvernement canadien escompte retrouver le pouvoir avec une majorité et, ce faisant, pouvoir se consacrer totalement aux grandes questions de politique publique. Comme dans le cas des élections américaines, la politique étrangère, et plus particulièrement le Sommet des Amériques, ne représente pas un enjeu électoral d'importance en terme de politique nationale. En outre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, monsieur John Manley, aura besoin de temps pour se mettre au courant des dossiers et décider s'il reprend ou non les questions de sécurité humaine chères à son prédécesseur ou s'il cherche à imprimer une nouvelle marque à la politique étrangère du Canada dans les Amériques.

Quelle sera l'influence de tous ces facteurs sur le Sommet d'avril? Plusieurs pays importants ne définiront pas leurs priorités pour le Sommet avant la fin décembre ou le début janvier, ce qui laissera très peu de temps pour définir les principaux enjeux d'ici avril. Les nouvelles administrations au Mexique, aux É.-U. et au Canada – les partenaires de l'ALÉNA – pourraient donner un nouveau souffle à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et aux négociations du Sommet. Pour les présidents américain et mexicain, le Sommet de Québec sera leur première participation au niveau multilatéral, et l'on s'attend à ce qu'ils fassent preuve d'un certain leadership. Ces chefs d'État auront à démontrer lors de ce Sommet que les programmes politiques nationaux qui ont assuré leur élection peuvent trouver leur place sur la scène mondiale. Cependant, à court terme, les négociateurs participant aux rencontres visant à définir le prochain Sommet ne seront guère en position de force et, par conséquent, devront adopter un langage vague afin de satisfaire les moindres exigences d'un nouveau gouvernement.

suite en page 2

Publiée par

SUMMIT OF THE AMERICAS CENTER

LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN CENTER

FLORIDA INTERNATIONAL UNIVERSITY

www.americasnet.net



FONDATION CANADIENNE POUR LES AMÉRIQUES (FOCAL)

www.focal.ca

Y a-t-il des enseignements à tirer des autres sommets?

Les rencontres au sommet deviennent à l'évidence la façon préférée dont les leaders politiques discutent des questions qui exigent une collaboration entre les États. Étant donné que des réunions aussi importantes se déroulent régulièrement aux niveaux régional, sous-régional et même international, on pourrait penser que d'un sommet à l'autre, des enseignements pourraient en être tirés. La réunion des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud (le « Sommet de Brasilia »), qui a eu lieu du 31 août au 1^{er} septembre 2000, et le Sommet du millénaire des Nations Unies (ONU), tenu du 6 au 8 septembre 2000, semblent avoir ouvert la voie au Canada en tant qu'hôte du troisième Sommet des Amériques pour s'attaquer de front à deux priorités urgentes dans l'hémisphère, à savoir : le renforcement de la démocratie par l'ajout d'une clause spéciale au processus du Sommet des Amériques, et la reconnaissance que les gouvernements doivent continuer d'accorder une attention prioritaire dans le cadre de ces sommets aux besoins humains élémentaires et à l'inégalité globale dans la région.

Le Sommet de Brasilia a été convoqué par le président Fernando Henrique Cardoso du Brésil pour y discuter de l'intégration des économies sud-américaines dans le cadre de projets d'échanges commerciaux et de mise en place d'infrastructures, de l'amélioration de l'éducation et de la technologie, ainsi que du renforcement des institutions démocratiques. Cette dernière initiative a suffisamment piqué l'intérêt d'un grand nombre d'observateurs de « sommet » car elle s'est matérialisée en un engagement commun en faveur de la démocratie, ressemblant à une clause démocratique. Cette « clause » établie que le respect de la démocratie et de l'état de droit constitue une condition sine qua non de participation aux prochaines réunions de ce groupe, et qu'un mécanisme de consultations politiques sera mis en branle dans le cas où la démocratie devienne menacée dans l'un des pays de la région.

Le Sommet du millénaire des Nations Unies a réuni 152 des 189 pays membres de l'ONU pour discuter des questions comme le développement économique et social, la paix et la sécurité, l'environnement et la réforme institutionnelle des agences des Nations Unies. Les États membres ont reconnu que l'extrême pauvreté dans le monde et les disparités criantes des richesses (autant entre les

pays qu'en leur sein) se conjuguent pour exacerber d'autres problèmes tels que les conflits et la dégradation de l'environnement. Les initiatives proposées sont les suivantes :

- réduire de moitié la pauvreté extrême dans toutes les régions du monde d'ici 2015;
- garantir à tous les enfants l'accessibilité de l'instruction primaire d'ici 2005;
- accorder aux pays les plus pauvres du monde des conditions préférentielles en matière de commerce;
- améliorer la vie des habitants des bidonvilles d'ici 2020; et,
- maximiser l'accès de la population aux nouveaux réseaux d'information, en permettant aux pays en voie de développement de « sauter » les étapes précédentes de développement.

Il est intéressant de constater qu'aucun de ces sommets n'a établi un rapport entre la faiblesse des démocraties et la

persistance des inégalités, pas plus que les sommets n'ont proposé des solutions concrètes à ces problèmes. La déclaration finale des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud, connue comme le « *Comunicado de Brasilia* », ne dit rien sur la façon dont la « clause » serait appliquée et comment fonctionnerait les mesures de représailles proposées, et le rapport final du Sommet du millénaire de l'ONU intitulé « *We the People : The Role of the UN in the 21st Century* » ne précise pas comment des objectifs aussi ambitieux peuvent être atteints. Ceci nous amène à nous demander s'il n'appartient pas au Canada de définir précisément quel type de démocratie et de développement socio-économique nous désirons dans l'hémisphère, et quels sont les outils indispensables pour y parvenir.

Stacey Wilson-Forsberg
Analyste politique, FOCAL

Est-ce que les élections auront une influence sur le Sommet? (suite de la page 1)

Plus important encore, ces élections démontrent l'importance continue que possède la démocratie dans le processus du Sommet. Qu'il s'agisse d'entériner officiellement une « clause sur la démocratie » pour le Sommet et pour la ZLÉA, ou de renforcer les mécanismes de l'OÉA qui traitent des ruptures de la démocratie, ou encore tenter de renouveler les engagements envers des normes minimales de la démocratie représentative, les développements dans les Amériques ainsi que les nouvelles priorités d'imputabilité qui se dégagent des élections dans les pays du Nord fera que le Sommet canadien sera bel et bien celui de la démocratie. Ceci n'est pas qu'un simple vœu pieux. Étant donné les pressions qui s'exercent sur la démocratie dans de nombreux pays de la région, la notion commune de démocratie représentative dans le processus du Sommet doit être définie, des normes doivent être établies et des mécanismes pour sa défense renforcés. Même les pays qui ne tiennent pas d'élections nationales cette année, comme la Colombie, ont de bonnes raisons de demander un soutien et des mesures pour renforcer la démocratie, le dialogue et la solidarité multilatérale au Sommet. L'incapacité du Sommet de l'Amérique du Sud à mobiliser le soutien politique en faveur du processus de paix en Colombie ouvre la porte au Canada pour encourager la coopération à cet égard.

La société civile, le secteur privé, les médias et les assemblées législatives des différents pays de la région exigent que leurs dirigeants se servent du processus du Sommet pour « faire fonctionner » la démocratie. Les enjeux liés à la prospérité et à la qualité de la vie demeurent prioritaires, mais de plus en plus on reconnaît qu'il faut faire davantage en ce qui concerne les principes fondamentaux. Le débat actuel sur la souveraineté ou l'interventionnisme et le contrecoup contre la participation de la population aux enjeux publics des Amériques représentent une autre raison pour laquelle il conviendra de définir clairement ce que l'on entend par volonté de défendre la démocratie lors du Sommet canadien.

Nobina Robinson
Directrice générale de FOCAL

Retrouver l'impulsion environnementale

En 1996, a eu lieu à Santa Cruz, en Bolivie, dans le cadre du processus du Sommet des Amériques, ce que beaucoup ont considéré comme un grand succès, à savoir le Sommet sur le développement durable et l'environnement. Cependant, deux ans plus tard, au Sommet de Santiago, le mouvement impulsé à Santa Cruz montrait des signes évidents de ralentissement, les chefs d'État se contentant tout simplement de réitérer leur soutien au Plan d'action bolivien sans pour autant proposer des mesures permettant d'approfondir ces engagements. Dans un grand nombre de pays membres, une pénurie de ressources financières et (ou) un manque de volonté politique ont entravé la mise en œuvre des mandats fixés en Bolivie, sans compter qu'il reste à mettre au point une formule d'évaluation sur laquelle tous les participants pourraient s'entendre. En conséquence, les engagements de 1996 ne se sont toujours pas concrétisés dans une stratégie régionale cohérente visant à encourager la protection durable de l'environnement dans les Amériques.

Pour faciliter la mise en œuvre des 65 initiatives prévues dans le cadre de l'ambitieux Plan d'action de la Bolivie, le Secrétaire général de l'OÉA a proposé de classer par priorité les questions interdépendantes comme l'eau, la santé, l'énergie, les villes, la biodiversité, et l'agriculture dans un rapport de 1998 sur la mise en œuvre du Sommet de Bolivie. Néanmoins, l'évaluation des progrès accomplis demeure une source de problème. Il faut octroyer des ressources financières aux organismes et agences responsables de l'application des initiatives environnementales, et en même temps disposer de cibles précises et d'indicateurs clairs pour en évaluer la mise en œuvre comme il se doit.

En tant qu'hôte du troisième Sommet des Amériques, le Canada aura l'occasion de remettre l'environnement à l'ordre du jour et, de ce fait, améliorer la crédibilité de ce processus hémisphérique. Le Canada possède également le savoir-faire technique pour aider et assister les autres pays de

l'hémisphère à l'égard de ces initiatives environnementales. D'ailleurs, l'environnement devrait être considéré comme un thème appartenant aux trois principaux volets du Sommet. L'environnement en soi pourrait devenir une source fertile en idées pour la responsabilité sociale des entreprises, l'un des grands concepts que le Canada voudrait partager avec ses voisins.

En prévision du Sommet, le Canada a proposé d'organiser juste avant, en mars 2001, une réunion hémisphérique des ministres de l'Environnement. À l'occasion de cette réunion, les ministres seront encouragés à dialoguer sur le besoin de renforcer les ministères de l'Environnement de leurs pays respectifs, de mobiliser des ressources, des connaissances et des moyens pour bien gérer l'environnement, et ainsi redonner à toute cette problématique l'impulsion et l'espoir suscités lors du Sommet de la Bolivie.

José Zaragoza
Analyste politique, FOCAL

Sites Internet reliés au Sommet : politique sociale

<http://www.oas.org/>

Organisation des États américains (OÉA)

Organisation qui poursuit bon nombre des objectifs partagés par les pays du Nord, de l'Amérique centrale et du Sud, ainsi que des Caraïbes, notamment dans le cadre du Sommet des Amériques.

<http://www.iadb.org/>

Banque interaméricaine de développement (BID)

La BID a pour mandat d'accélérer le développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes. Sa contribution au processus du Sommet des Amériques est considérable.

<http://www.paho.org/>

Organisation panaméricaine de la Santé

Cette organisation internationale de santé publique agit en tant qu'organisation spécialisée de la santé dans le système interaméricain et en tant que bureau régional des Amériques de l'Organisation mondiale de la santé. Excellent site Internet qui présente une bonne variété de données sociales.

<http://environment.harvard.edu/cumbre/>

Sommet des Amériques sur le développement durable

Bonne source d'informations et documents originaux sur le Sommet de la Bolivie en 1996.

La dernière mise à jour de ce site remonte à 1997.

<http://www.hrw.org/hrw/spanish/>

Human Rights Watch, section "Portada Americas". Ce site donne une vue d'ensemble des droits humains en Amérique latine. La plupart des articles sont en espagnol.

<http://www.americascanada.org/>

Sommet des Amériques 2001

Site officiel du Sommet, bien conçu et information de base disponible.

<http://w3.acdi-cida.gc.ca/index.htm>

Agence canadienne de développement international (ACDI).

<http://www.usaid.gov/regions/lac/>

United States Agency for International Development (USAID) Région d'Amérique latine et des Caraïbes.

Contactez-nous!

Fondation canadienne pour les Amériques/
Canadian Foundation for the Americas (FOCAL)
1 rue Nicholas, Bureau 720
Ottawa (Ontario) K1N 7B7
Tél. : (613) 562-0005, Téléc. : (613) 562-2525
courriel : focal@focal.ca

Summit of the Americas Center
Latin American and Caribbean Center
Florida International University
University Park, Miami, Florida 33199
Tél. : (305) 348-2894, Téléc. : (305) 348-3593
courriel : summit@fiu.edu

Forum interparlementaire des Amériques

Le Forum interparlementaire des Amériques (FIPA) (jadis appelé le Réseau parlementaire des Amériques) verra officiellement le jour lors d'une réunion inaugurale qui aura lieu à Ottawa, au Canada, les 7 et 8 mars 2001. Composé des membres des parlements nationaux des Amériques, le FIPA va permettre aux assemblées législatives de la région d'être davantage en contact avec les problématiques hémisphériques. Étant donné que les citoyens ont un meilleur accès aux parlementaires ou aux représentants des congrès qu'aux chefs de gouvernement, on espère que la promotion du dialogue entre les parlementaires de la région amènera l'Organisation des États américains (OÉA) et le processus du Sommet des Amériques à mieux répondre aux préoccupations des citoyens.

Les parlementaires possèdent un rôle essentiel à jouer afin d'encourager l'établissement d'institutions démocratiques, de renforcer l'état de droit et garantir une plus grande participation du public au développement hémisphérique. On s'en

remet également à eux pour donner corps aux initiatives reliées au processus du Sommet. La plupart des constitutions latino-américaines prévoient en principe la séparation des pouvoirs dans leurs systèmes politiques. Néanmoins, comme c'est encore le cas dans un trop grand nombre de pays de la région, les pouvoirs restent concentrés entre les mains du pouvoir exécutif, créant ainsi une structure hautement centralisée et des systèmes politiques très hiérarchisés avec un pouvoir législatif faible qui permet aux chefs d'État d'exercer leur autorité avec des contraintes quasi inexistantes. À long terme, l'initiative de ce Forum devrait aider le renforcement de l'indépendance du pouvoir législatif pour qu'elle puisse exercer un pouvoir de modération et de contrôle sur le pouvoir exécutif plutôt que de se contenter d'entériner automatiquement tout ce qui lui est présenté.

Le FIPA va se réunir une fois par année et ces rencontres se dérouleront selon le principe de rotation entre les différents pays des Amériques. La réunion d'Ottawa sera

consacrée au processus lié à l'agenda proposé pour le prochain Sommet des Amériques. Les principaux sujets de discussions qui seront abordés graviteront autour des trois grands volets du Sommet, et porteront notamment sur l'évolution du rôle des parlements, la gestion des conséquences de l'intégration économique dans les Amériques, le trafic des stupéfiants, la criminalité, la corruption et la gouvernance, la réduction de la pauvreté et l'allègement de la dette pour les pays les plus lourdement endettés. Bien qu'il s'agisse au départ d'une initiative de l'OÉA – résolution 1722 « Réseau parlementaire des Amériques » (5 juin 2000) – la nature de la relation entre le FIPA et l'OÉA, et possiblement le soutien administratif qu'apporterait l'Unité pour la promotion de la démocratie de l'OÉA, sera définie lors de la réunion d'Ottawa.

Stacey Wilson-Forsberg
Analyste politique, FOCAL

Calendrier des événements reliés au Sommet

DATE	ÉVÈNEMENTS	LIEU
1-3 octobre 2000	19 ^e réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS)	Québec, Canada
2-20 octobre 2000	108 ^e session régulière de la Commission interaméricaine des droits de l'homme	Washington, D.C., É.-U.
4-6 octobre 2000	10 ^e conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques	Lima, Pérou
5-6 octobre 2000	Réunion des ministres des Mines de l'hémisphère	Whistler, Canada
9-13 octobre 2000	5 ^e réunion des ministres responsables de l'Enfance et des politiques sociales	Kingston, Jamaïque
17-20 octobre 2000	4 ^e réunion des ministres de la Défense des Amériques	Brasilia, Brésil
7 novembre 2000	Réunion de la Commission spéciale sur la gestion des sommets interaméricains de l'OÉA	Washington, D.C., É.-U.
13-24 novembre 2000	Réunion du Groupe d'experts gouvernementaux au sujet du mécanisme d'évaluation multilatéral (MEM) de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD)	Washington, D.C., É.-U.
15-17 novembre 2000	30 ^e assemblée des déléguées de la Commission interaméricaine des femmes	Washington, D.C., É.-U.
16 novembre 2000	Réunion du Groupe de travail inter-agences de suivi du Sommet de la Bolivie	Washington, D.C., É.-U.
28-30 novembre 2000	20 ^e réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS)	Washington, D.C., É.-U.
5-8 décembre 2000	24 ^e conférence annuelle de Miami sur les Caraïbes et l'Amérique latine	Miami, É.-U.
11-15 décembre 2000	Session spéciale de la CICAD pour l'étude des rapports sur le mécanisme d'évaluation multilatéral	Washington, D.C., É.-U.
18-20 janvier 2001	Participa, conférence hémisphérique finale; présentation des résultats des consultations nationales de la société civile	Miami, É.-U.
24-25 janvier 2001	Réunion du Comité de négociations sur le commerce dans la ZLÉA	Lima, Pérou
7-8 mars 2001	Réunion inaugurale du Forum interparlementaire des Amériques	Ottawa, Canada